RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

UNION ET ENTENTE RADICALE-SOCIALISTE ET RÉPUBLICAINE

Pour la défense des Travailleurs de l'Agriculture, du Commerce, de l'Artisanat et de l'Industrie



MICHEL DIÉRAS

NOTRE CANDIDAT :

Michel DIÉRAS est né en 1904, à Lachapelle, petit village de la commune de Mauzens-Miremont, où son père était cultivateur et sa mère institutrice. Il a grandi là avec les enfants du village qui sont encore ses voisins, jusqu'à son départ au Lycée de Périgueux où il a fait ses études.

Brillant joueur du C.A. Périgourdin et du C.A. Sarladais, ancien international scolaire de rugby, il est bien connu des milieux sportifs.

Très attaché à la terre et à ses traditions familiales, il n'a pas hésité, après l'accomplissement de son service militaire, à revenir dans son coin du Sarladais et depuis lors il n'a cessé d'améliorer sa propriété par son travail personnel malgré les difficultés multiples inhérentes à la profession et qui sont, hélas, trop connues du monde paysan. Il est Chevalier du Mérite Agricole.

Entré en 1929, au Conseil Municipal de Mauzens-Miremont, à l'âge de 25 ans, il fut alors, le plus jeune élu de France. Renouvelé à chaque consultation électorale par plus de 90 % des voix et constamment réélu maire à l'unanimité de ses différents Conseils Municipaux, il gère donc, depuis bientôt trente années consécutives, sa petite commune natale.

Mobilisé en 1939, sa brillante conduite lui vaut une citation. Rentré dans ses foyers, il participe activement à la Résistance et, après la Libération du département, il est désigné par le Comité Départemental de Libération comme Président des commissions d'achat des cantons du Bugue, Saint-Cyprien et Montignac où son esprit conciliant et sa droiture envers ses amis paysans, le font estimer de tous.

En 1945, il est élu brillamment au premier tour de scrutin, Conseiller Général du Bugue ; renouvelé en 1949 et en 1955, sa dernière élection fut un triomphe, car Michel DIÉRAS, qui avait obtenu 244 voix sur 264 votants dans sa commune, avait largement dépassé la majorité absolue dans toutes les autres communes (70 à 90 % des voix). Désigné tour à tour par le Conseil Général comme Secrétaire et membre de la Commission Départementale, il est à l'heure actuelle délégué à la Commission Départementale d'aide sociale au Comité Technique des Transports, au Conseil départemental de l'Enseignement, à la Commission de l'Agriculture et à la Commission des Finances de cette Assemblée.

Très connu dans le monde rural, il y exerce une activité considérable : Président du Syndicat d'Electrification de Rouffignac et Montignac (cantons du Bugue, Saint-Cyprien, Montignac, Thenon) ; Vice-Président des Collectivités électrifiées de la Dordogne, aux côtés de M. le Président BELS. Il est enfin *Président des Caisses de Mutualité Sociale Agricole de la Dordogne* où il œuvre de toutes ses forces, en accord avec ses collègues du Conseil d'Administration, pour obtenir la parité des lois sociales avec les autres organismes du Régime Général, l'extension à tous les Exploitants Agricoles de l'Assurance Maladie-Chirurgie et des membres de leur famille et enfin l'Assurance contre les calamités agricoles. Mais là encore toutes ces garanties n'auront leur plein effet *que si elles sont rendues obligatoires par le Parlement.*

C'est assez dire qu'à ces divers titres Michel DIÉRAS, homme neuf et dynamique, est en mesure d'apporter au monde Agricole la garantie qu'il est hautement qualifié pour défendre à l'Assemblée Nationale rénovée, toutes les revendications qui constituent le problème vital de l'Agriculture.



PIERRE QUEYROI

Remplaçant éventuel : **PIERRE QUEYROI**

Le Docteur Pierre QUEYROI, né à Cherveix-Cubas, le 22 avril 1921, est le fils et petit-fils de médecins ruraux.

Il a fait ses études au Lycée de Perigueux, puis commence à Limoges ses études de médecine. C'est là qu'une convocation au S.T.O., en juillet 1943, l'atteind.

Pour ne pas y répondre, il préfère rejoindre l'armée secrète (Bataillon Violette) avec lequel il participe aux combats de Périgueux, Cognac, Saintes, Royan. Il reprend ses études à la Faculté de Médecine de Paris où il passe brillamment sa thèse. Il préfère alors, à la vie du médecin de ville, celle combien plus pénible, de la médecine de campagne. A la mort de son père, l'estime unanime de ses concitoyens le porte au Conseil Général, le 17 Janvier 1958.

Mesdames, Chers Concitoyens,

Je suis candidat dans la 4e Circonscription, qui comprend essentiellement l'arrondissement de Sarlat, auquel ont été ajoutés certains cantons des arrondissements de Périgueux et Bergerac.

Je me présente tout d'abord parce qu'il s'agit d'une région essentiellement agricole et dont tous les intérêts sont liés à la terre ; elle doit être représentée par un agriculteur.

J'ai consacré toute ma vie à l'agriculture, je connais les besoins des paysans au milieu desquels je vis. Ils savent que, si je suis leur député, je les défendrai de toutes mes forces. Pour défendre leurs intérêts, c'est un homme de la terre qu'ils doivent envoyer au Parlement.

Je me présente aussi pour une autre raison ; j'appartiens au Parti Radical, je suis un républicain sincère, un partisan déterminé de la propriété individuelle, un adversaire acharné des nationalisations qui ruinent l'Etat et la Nation. Or, la circonscription de Sarlat est traditionnellement radicale. L'homme qui l'a représentée si longtemps et avec tant d'éclat, le *Président Yvon DELBOS*, qui m'honorait de son amitié, était radical. Toute sa vie il a été combattu par les socialistes ; il ne faut pas oublier qu'ils ont refusé, en 1936, de se désister en sa faveur, et que, lors de sa dernière élection au Sénat, les socialistes et les communistes ont fait alliance contre lui.

Aujourd'hui, si le Président DELBOS était en vie, c'est à mes côtés qu'il serait pour défendre ce Sarladais qu'il aimait tant et qui appartient au radicalisme.

Il est enfin une troisième raison qui justifie ma candidature : Je suis un adversaire résolu du marxisme collectiviste. Nous savons à quelles désastreuses extrémités les nations sont conduites par l'application des doctrines socialistes : La faillite et la ruine. Nous en avons fait, en France, la douloureuse expérience il n'y a pas si longtemps : le Président actuel du Parti radical M. Félix GAILLARD, devenant Ministre des Finances, condamnait la gestion financière de son prédécesseur socialiste, M. RAMADIER, en constatant que les caisses de l'Etat étaient totalement vides et que selon sa propre expression « l'Etat était incapable de faire face à ses paiements extérieurs et intérieurs ». Cette tragique situation a contraint alors le Gouvernement à demander une énorme avance à la Banque de France et a plongé le pays dans l'inflation, faute de quoi l'Etat aurait été obligé de fermer ses guichets. Voilà quel est le résultat d'une politique socialiste.

Or, il existe dans cette circonscription, une majorité anti-marxiste évidente, puisque le 3 janvier 1956, les communistes n'ont pu recueillir que 14.000 voix et les socialistes seulement 10.000 voix sur 64.000 électeurs. La grosse majorité de la population du Sarladais est donc opposée au collectivisme. Et c'est pour permettre à cette majorité libérale et radicale de se regrouper, que je suis aujourd'hui candidat.

Exploitants agricoles, petits commerçants, artisans, n'oubliez pas que la doctrine socialiste veut votre disparition en tant que travailleurs indépendants. Il est grand temps d'arrêter la main-mise socialiste sur notre circonscription, qui n'est représentée au Sénat et à l'Assemblée Nationale que par des socialistes, bien qu'ils soient nettement minoritaires. Le 23 novembre prochain, les patriotes et républicains fervents qui composent le corps électoral de cette circonscription, doivent s'unir pour marquer d'une façon éclatante qu'ils sont restés fidèles à l'idéal démocratique de liberté face à la menace socialo-communiste qui s'est arrogée une suprématie usurpée à la faveur d'une loi électorale malhonnête. Aujourd'hui, grâce au sursaut national, nous bénéficions d'un mode de scrutin clair et honnête. Il ne sera plus possible d'en fausser le sens par des manœuvres sordides et la victoire reviendra à ceux qui la méritent.

Les socialistes osent se réclamer aujourd'hui du Général DE GAULLE, *mais nous n'avons pas oublié que le 14 juin 1951, ces mêmes socialistes écrivaient dans le journal électoral de* M. LACOSTE *« Les Voix Nouvelles », ce qu'il faut éviter :* DE GAULLE *d'abord,* THOREZ *ensuite.* Ce retournement, après l'alliance socialo-communiste de l'an dernier, prouve à quel point les socialistes ont peur du jugement populaire, puisque la caution du Général DE GAULLE leur semble indispensable.

LE BILAN DE LA IVe RÉPUBLIQUE

En refusant de réformer les institutions, les hommes de la IVe République, socialistes en tête, on abouti à un bilan désastreux : les problèmes les plus graves sont restés sans solution.- Le pouvoir d'achat s'est amenuisé sans cesse.- L'agriculture a été constamment sacrifiée. - La réforme fiscale n'a pas été votée. — Les dépenses inutiles ont vidé les caisses de l'Etat et les travaux essentiels ont été de plus en plus réduits. — L'Algérie, après 3 ans d'une guerre sans cesse plus meurtrière et onéreuse, semblait perdue et la guerre civile était inévitable.

L'AVÈNEMENT DE LA Ve RÉPUBLIQUE

Le retour au pouvoir du Général de GAULLE nous a évité le pire.

En adoptant, à une écrasante majorité, la Constitution de la Ve République, les Français ont manifesté leur volonté de mettre fin aux querelles partisanes qui ont entraîné la IVe République à sa perte et, aussi, *de voir cesser les erreurs et les abus de toutes sortes accumulés au cours de ces dernières années.* En un mot, les Français veulent être représentés et gouvernés par des hommes nouveaux, dévoués, désintéressés, épris d'ordre et de justice.

L'immense espoir qui vient de naître avec l'avènement de la VeRépublique peut devenir une réalité vivante. Il est possible de faire de notre pays une nation moderne et prospère. Nous pouvons :- Assurer à nos vieux travailleurs et aux retraités une vieillesse heureuse.-Réformer le système fiscal *périmé et absurde* que subissent surtout les artisans et les commercants.- Satisfaire les légitimes revendications des anciens combatatnts et prisonniers, victimes de guerre, veuves, ascendants et descendants. — Faire enfin de l'agriculture la première industrie de France, et permettre ainsi à notre pays d'entrer dans le Marché Commun dans des conditions favorables, faire des agriculteurs des Français à part entière, jouissant des mêmes droits sociaux que les autres travailleurs.

L'essor de notre agriculture étant la condition essentielle de la prospérité de notre circonscription, je m'appliquerai donc à imposer les directives suivantes : *Sauvegarder l'exploitation familiale. - Activer la création de débouchés nouveaux* pour la noix, la viande et les fruits. - *Garantir une juste répartition des plantations de tabac. - Accroître la production française* en s'élevant contre la politique d'importation des produits du sol. - Appliquer *l'indexation des prix agricoles.*

Depuis de nombreuses années je combats sans relâche dans ce sens et j'ai conscience qu'en agissant ainsi je défends les intérêts de vous tous puisque notre artisanat et notre commerce ne peuvent prospérer que si le pouvoir d'achat de leur clientèle paysanne est suffisant.

Je mènerai ce combat à l'Assemblée Nationale avec la même volonté qu'au sein des diverses organisations paysannes dans lesquelles je milite depuis longtemps.

La France, grâce à l'autorité du Général de GAULLE, retrouve rapidement sa place de Grande Nation. Elle est à nouveau écoutée et respectée. Après toutes les humiliations que nous avons subies ces dernières années, nous retrouvons enfin la fierté d'être Français. — Nous voulons tous la Paix. — La Paix en Algérie, pour laquelle de GAULLE a fait plus en quatre mois que ces prédécesseurs en trois ans, nous apparaît maintenant possible.

IMPORTANCE DE VOTRE CHOIX

Il vous appartient maintenant de juger les responsables et de dire, par votre bulletin de vote, si vous voulez que les fautes commises soient renouvelées ou si, au contraire, vous entendez continuer dans la voie où vous vous êtes engagés le 28 septembre, c'est-à-dire changer les méthodes et les hommes pour arrêter la décadence de la France, remonter la pente vers un avenir meilleur.

Pour la Paix, pour la prospérité de nos campagnes, pour le bien-être des Français, et la grandeur de la France, *vous voterez tous dès le premier tour avec tous les républicains sincères.*

Vive notre Circonscription ! Vive la République ! Vive la France !

MICHEL DIÉRAS.

SARLAT. – IMP. LAFAYSS